

# Services publics

---

## Contexte

Au cours de la campagne électorale, le Parti libéral a promis de créer de nouvelles normes de rendement pour les services publics, de simplifier les demandes, de raccourcir les temps d'attente, d'offrir des « garanties de remboursement » et d'étendre la disponibilité des services en personne. Les améliorations doivent commencer dans les ministères chargés d'administrer l'assurance-emploi (AE), les prestations aux anciens combattants, l'immigration et les appels de l'AE et du Régime de pensions du Canada (RPC). Les problèmes auxquels ces réformes doivent s'attaquer sont liés directement aux compressions et à la restructuration imposées au secteur public par le gouvernement précédent. En termes simples, il n'y pas suffisamment d'argent et de personnel pour fournir les services dont le public a besoin d'une manière rapide, exacte et transparente.

Entre les élections de 2011 et mars 2015, 25 318 postes ont disparus dans les agences et les services publics de base<sup>1</sup>. Statistique Canada estime que l'administration publique fédérale en général aura perdu 50 000 emplois au cours de la même période, tandis que les rapports sur les dépenses des ministères révèlent que des réductions encore plus importantes étaient prévues<sup>2</sup>. Il en a découlé une baisse de la qualité des services et une

fonction publique moins capable de faire son travail<sup>3</sup>.

Des compressions récentes ont aussi nui à la recherche dans le secteur public et il faudrait les annuler. Même si les partenariats entre les instituts de recherche de l'État, des milieux universitaires et de l'industrie sont importants, le secteur public est le seul à pouvoir maintenir la neutralité et la tolérance des risques tellement importantes pour l'innovation et la recherche innovatrice qui n'est pas exclusive et profite à tous les Canadiens et Canadiennes<sup>4</sup>.

---

## Enjeux d'actualité selon le ministère

### Agence canadienne d'inspection des aliments

L'Agence canadienne d'inspection des aliments aura perdu 1 407 postes à temps plein entre 2012 et 2016, soit 20 % de son effectif. Les programmes qui atténuent les risques d'origine animale ou végétale pour la santé humaine ont perdu 720 postes. Ceux qui réglementent les installations d'emballage et de production en ont perdu 429<sup>5</sup>. En 2014, il y aura 60 % d'inspections de viande hachée de moins qu'en 2013. Moins de la moitié des détaillants en alimentation indépendants inspectés en 2013 avaient subi

une inspection en 2014<sup>6</sup>. Les vétérinaires et les scientifiques employés par l'ACIA soutiennent que les changements de politiques récents minent la culture de salubrité des aliments du Canada<sup>7</sup>. Il faut plus d'inspecteurs et il faut annuler les modifications des politiques qui visaient à faciliter l'autoréglementation par l'industrie.

## **Agriculture et Agroalimentaire Canada**

Le gouvernement libéral a promis d'investir 100 millions de dollars en quatre ans pour améliorer la recherche en agriculture. Les statistiques du Conseil du Trésor révèlent qu'entre 2011 et 2015, Agriculture et Agroalimentaire Canada a perdu 1 764 emplois. Il faudrait plus de 100 millions de dollars par année pour rétablir la capacité et les programmes de recherche disparus (voir le chapitre de l'ABGF sur l'Agriculture).

## **Environnement et Pêches**

Le gouvernement libéral a promis de procéder à un examen des modifications récentes de la Loi sur les pêches et de la Loi sur la protection des eaux navigables qui ont miné la protection de l'environnement à l'échelon fédéral. Le gouvernement s'engage à rétablir les 40 millions de dollars supprimés des programmes de surveillance des océans et des sciences, à réinjecter 1,5 million de dollars dans la recherche sur les étendues d'eau douce et à réinvestir dans la région des lacs expérimentaux. Il a aussi promis d'adopter les recommandations de la Commission

Cohen qui portent sur l'augmentation des stocks de saumon en Colombie-Britannique.

Le gouvernement conservateur a abrogé des parties clés de la Loi sur les pêches en juin 2012, mettant en danger des habitats et supprimant des facteurs de déclenchement d'évaluations des incidences de grands projets. La Loi canadienne sur l'évaluation environnementale a été remplacée par une version beaucoup plus édulcorée qui limite les audiences d'évaluation. Le gouvernement conservateur a aussi réduit la surveillance environnementale prévue dans la Loi sur les espèces en péril. Il faudrait annuler tous ces changements et mettre fin aux examens en cours de projets industriels par l'Office national de l'énergie jusqu'à ce que l'on puisse entreprendre un examen transparent des processus d'évaluation environnementale du Canada.

Entre 2010 et 2017, Environnement et Changement climatique Canada (auparavant Environnement Canada) aura réduit son effectif de 21 %, dont 33,8 membres du personnel de la Division des changements climatiques. Pêches et Océans Canada a perdu 30 % de son effectif chargé de la Loi sur les espèces en péril<sup>8</sup>. En 2014, la Cour fédérale a décidé que les ministres de l'Environnement et de Pêches et Océans avaient agi illégalement en retardant la création de stratégies de rétablissement des espèces en péril. Des dirigeants du ministère ont admis que s'ils n'avaient rien fait, c'était en grande partie à cause des pénuries de personnel<sup>9</sup>. Le ministère des Pêches et Océans a subi des compressions de plus de 100 millions de dollars dans le secteur de la protection des eaux<sup>10</sup>.

## Parcs Canada

Le gouvernement libéral promet d'investir 25 millions de dollars pour annuler les compressions imposées récemment à Parcs Canada et améliorer et mieux gérer les environnements des parcs nationaux du Canada. Cette promesse comprend l'engagement de créer 5 000 emplois verts pour les jeunes et d'embaucher davantage de guides, d'interprètes et d'autres employés. Par ailleurs, il faudrait rétablir les saisons plus longues dans les parcs du Canada et embaucher de nouveau les membres du personnel qui ont été licenciés. L'augmentation du nombre des étudiants permettrait à ceux-ci de gagner un salaire équitable et de bénéficier des arrangements en matière de santé et de sécurité négociés par les syndicats avec Parcs Canada.

## Statistique Canada

Les Libéraux ont rétabli le questionnaire détaillé du recensement. Ils ont aussi promis dans leur programme de rendre Statistique Canada autonome et de lui donner le pouvoir de diffuser des renseignements clés qui éclairent les décisions du gouvernement.

Statistique Canada a été un des services les plus durement frappés par les compressions budgétaires au cours des années Harper. La disparition du questionnaire détaillé obligatoire du recensement a constitué une des plus grandes pertes subies au cours de cette période. Le questionnaire détaillé est important pour les provinces, les municipalités, les entreprises, les ONG, les milieux universitaires, les sondeurs, les

médias, ainsi que pour le gouvernement fédéral.

## Emploi et Développement social Canada

Les changements apportés par le gouvernement à Emploi et Développement social Canada perdront de leur efficacité s'il y a trop peu de fonctionnaires fédéraux pour les administrer. Les nouveaux effectifs annoncés dans le budget de 2015 n'ont pas réparé les dommages causés par les compressions des Conservateurs<sup>11</sup>. Selon le Conseil du Trésor, 2 954 emplois sont disparus depuis 2011<sup>12</sup>. Ces réductions d'effectif ont contribué au fait que 26 millions d'appels au service d'assistance de l'AE ont été bloqués entre 2011 et 2013<sup>13</sup>. L'ABGF investira 200 millions de dollars par année pour embaucher d'autres employés dans le secteur de l'AE afin d'assurer que l'on répond à tous les appels (voir le chapitre 2 de l'ABGF sur l'Assurance-emploi).

## Immigration

Le Canada accueille actuellement plus de 250 000 immigrants par année. Étant donné le vieillissement de la population du Canada, l'argument économique en faveur de l'augmentation de ce total est solide. L'argument moral poussant le Canada à accueillir davantage de demandeurs d'asile est encore plus fort. La Banque mondiale estime qu'en 2030, de 35 à 122 millions de personnes vivront dans la pauvreté à cause des changements climatiques<sup>14</sup>. La pauvreté et les pénuries d'aliments augmentent le volume des migrations. Le Canada et d'autres pays

prospères doivent commencer à planifier en fonction de cette nouvelle réalité<sup>15</sup>. Il faut davantage de ressources pour renforcer la capacité et répondre à la demande soutenue. Les bureaux des visas et la Commission des réfugiés manquent de personnel et c'est pourquoi il est presque impossible pour le ministère de répondre rapidement à toutes les demandes de services, depuis la réunification des familles jusqu'à l'administration des demandes de citoyenneté<sup>16</sup>.

### **Programme de contestation judiciaire**

Le Programme de contestation judiciaire créé en 1978 prévoyait en moyenne 2,3 millions de dollars par année pour aider les personnes désavantagées et marginalisées du Canada à présenter, en vertu de la Charte, des contestations portant sur la langue et les droits à l'égalité. Le gouvernement précédent a supprimé le programme en septembre 2006. À cause du temps qu'il faut aux dossiers pour franchir les étapes judiciaires, le Programme de contestation judiciaire reçoit toujours un financement minimal, mais inadéquat, pour des cas en instance<sup>17</sup>. L'ABGF rétablira le programme qui favorise les possibilités accrues d'égalité dans le système de justice du Canada.

### **Opérations gouvernementales**

Le nombre des demandes d'accès à l'information augmente depuis des années. Les délais sont rarement respectés et des demandes actives qui demeurent sans réponse remontent à 2009<sup>18</sup>. Il faut doter les ministères des ressources nécessaires pour supprimer

les accumulations et répondre rapidement aux demandes. Le gouvernement libéral a ordonné à la ministre de la Justice de « veiller à ce que les Canadiens et les Canadiennes puissent accéder plus facilement à leurs renseignements personnels, à ce que la commissaire à l'Information soit autorisée à ordonner la divulgation des renseignements du gouvernement et à ce que la Loi s'applique de manière adéquate au cabinet du premier ministre, aux cabinets des ministres, ainsi qu'aux organismes administratifs qui sont au service du Parlement et des tribunaux<sup>19</sup> ». Dans leur programme, les Libéraux se sont aussi engagés à établir un nouveau plan sur les langues officielles afin d'appuyer les minorités linguistiques anglophones et francophones et à établir un service en ligne gratuit pour apprendre et garder l'anglais et le français comme langue seconde. La transparence accrue du gouvernement et l'appui accordé au bilinguisme sont les bienvenus, mais il faudra des ressources supplémentaires pour opérationnaliser effectivement ces buts.

### **Agence du revenu du Canada**

Le Groupe canadien pour une fiscalité équitable estime qu'en 2014, les sociétés canadiennes avaient accumulé 199 milliards de dollars dans les 10 principaux refuges fiscaux et des recherches plus récentes démontrent que les Canadiens ont caché au moins 40 milliards de dollars en Suisse seulement<sup>20</sup>. De 2011 à 2015, le gouvernement conservateur a supprimé presque 1 800 emplois à l'Agence du revenu

du Canada<sup>21</sup>. Des centaines de vérificateurs principaux ont été mis à pied.

Le gouvernement libéral s'est engagé à « investir des ressources additionnelles pour aider l'ARC à sévir contre les fraudeurs fiscaux et travailler avec des partenaires internationaux pour adopter des stratégies de lutte contre l'évasion fiscale<sup>22</sup> ». Il affirme aussi qu'il améliorera sa relation avec la clientèle notamment en communiquant de façon proactive avec les Canadiens lorsqu'ils ont droit à des avantages fiscaux qu'ils ne reçoivent pas, en créant des déclarations pour les contribuables à revenu faible ou fixe, en aidant davantage de personnes qui veulent produire des déclarations de revenus électroniques et en veillant à ce que toute la correspondance à l'ARC soit conviviale. L'ARC ne peut actuellement tenir ces promesses sans disposer de plus de ressources.

### **Postes Canada**

Postes Canada a généré un profit pour le gouvernement au cours des 17 dernières années sauf deux. Dans son budget de 2014, Postes Canada affichait un bénéfice de 194 millions de dollars. Au cours du premier trimestre de 2015, la société a enregistré un bénéfice avant impôt de 24 millions de dollars<sup>23</sup>. Le Parti libéral a promis de mettre fin à l'annulation planifiée de la livraison du courrier à domicile. Il y a d'autres façons d'accroître les revenus à Postes Canada, notamment les opérations bancaires par la poste qui, selon les recherches menées par la société, ont fait leurs preuves comme « source de revenu »<sup>24</sup>.

### **Anciens combattants Canada**

Le gouvernement libéral s'est engagé à rouvrir les neuf centres de services des Anciens combattants fermés par le gouvernement précédent, à embaucher davantage de personnel et à « mettre en œuvre intégralement toutes les recommandations du vérificateur général sur l'amélioration de la prestation de services de santé mentale aux vétérans<sup>25</sup> ». Dans la lettre de mandat, le gouvernement promet de fournir davantage d'éducation, de conseils et de formation aux familles qui s'occupent d'anciens combattants et les appuient, et de prévoir au budget 20 millions de dollars pour deux nouveaux centres d'excellence en soins des anciens combattants. Entre 2011 et 2015, Anciens combattants a supprimé 915 emplois. Même si les 400 nouveaux employés affectés à la prestation de services seront les bienvenus, il faudra probablement en embaucher davantage.

### **Garde côtière canadienne**

Le gouvernement libéral a promis de rouvrir le Centre secondaire de sauvetage maritime à St. John's et le poste de la Garde côtière de Kitsilano, à Vancouver. Le gouvernement conservateur prévoyait enlever 20 millions de dollars et 300 emplois à temps plein à la Garde côtière<sup>26</sup>.

Le poste de la Garde côtière de Kitsilano répondait à quelque 350 demandes de sauvetage par année. Il faut maintenant traiter les demandes d'aide à 17 milles marins et 35 minutes de distance. Selon l'ancien commandant du poste de Kitsilano, on aurait

répondu à la fuite de carburant survenue en avril 2015 en 10 minutes au lieu des plusieurs heures qu'il a fallu si le poste était demeuré ouvert<sup>27</sup>. Le Centre secondaire de sauvetage maritime de St. John's couvrait 900 000 kilomètres carrés d'océan et 28 956 kilomètres de côte, répondant à plus de 500 appels de détresse par année.

Sans compter le rétablissement de ces centres, l'ABGF rouvrira aussi les 10 centres de communications de la Garde côtière que le gouvernement précédent a fermés<sup>28</sup>.

### Une fonction publique en santé

Le nouveau gouvernement a promis de négocier de bonne foi avec les syndicats du secteur public. Il s'est engagé à mettre en œuvre la *Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques en milieu de travail* de la Commission de la santé mentale du Canada et à annuler des modifications apportées récemment à la législation ouvrière qui minent la représentation équitable, portent atteinte au processus de négociations et épuisent la représentation en santé et sécurité. Le gouvernement promet de cesser de museler les fonctionnaires (les scientifiques en particulier) et de contrôler l'ingérence politique, ce qui est important. Les premières mesures prises à cet égard sont les bienvenues, mais il faut faire davantage pour maintenir l'indépendance et le rôle impartial de la fonction publique.

### La privatisation et les P3

Tout au long de la décennie qu'il a passée au pouvoir, le gouvernement Harper a pratiqué

une politique énergétique de privatisation et de partenariats public-privé (P3). La politique a vu le jour en 2006 avec ce qu'il a appelé sa « Loi sur la responsabilité financière », qui a réduit considérablement la transparence et la responsabilité à l'égard des marchés publics et des P3. Elle a pris de l'ampleur avec la création de PPP Canada Inc., du Fonds P3 Canada et du prisme P3 imposé aux projets d'infrastructures en 2007. Le gouvernement a ensuite exposé clairement ses orientations idéologiques lorsqu'il a déclaré dans son budget 2014 que tous les projets bénéficiant d'un financement au titre des transports en commun devraient être des P3.

Les projets P3 coûtent beaucoup plus cher que les projets financés et administrés par le secteur public parce que le financement privé coûte beaucoup plus cher et aussi que les intervenants de l'industrie P3 — avocats, financiers, consultants, etc. — profitent beaucoup plus des P3 : c'est pourquoi ils les préconisent avec tellement d'énergie. Les projets dissimulent toutefois les coûts plus élevés grâce à des techniques de comptabilité très créatives et l'on affirme que des milliards de dollars de risque sont transférés au secteur privé. C'est faux : de nombreux vérificateurs généraux ont examiné des projets P3 en particulier et découvert qu'ils coûtent plus cher et offrent moins.

La vérificatrice générale de l'Ontario a examiné récemment 74 P3 entrepris par l'agence P3 de la province, Infrastructure Ontario, et constaté qu'ils ont coûté 8 milliards de dollars (ou 29 %) de plus que s'ils avaient été financés et administrés par le secteur public. Elle a découvert de plus qu'il n'y avait absolument rien qui prouvait

les affirmations liées au transfert des risques, et que les P3 bénéficiaient d'un biais solide, réduisaient la concurrence, entraînaient un comptage en double massif des coûts et une inobservation troublante des règles régissant les conflits d'intérêts.

Ce qui est encore plus troublant depuis ces révélations, c'est que le géant de la construction, SNC-Lavalin, à qui l'on a interdit de soumissionner des contrats de la Banque mondiale pendant une période sans précédent de 10 ans à la suite d'accusations de fraude et de corruption généralisées, y compris dans le cas d'un hôpital P3 à Montréal, a connu encore plus de succès en décrochant des contrats P3 de multiples milliards de dollars au Canada.

Les coûts plus élevés des P3 ne sont pas simplement des montants théoriques que paieront les générations futures : ils entraînent déjà des réductions des services des premières lignes, en particulier dans les hôpitaux et le secteur des soins de santé.

Le nouveau gouvernement libéral a franchi un bon premier pas en supprimant le « filtre P3 » — qui obligeait les bénéficiaires d'un financement fédéral pour des projets d'infrastructure de grande envergure à envisager des P3 — et aussi en supprimant l'obligation prévoyant que les projets de transport en commun financés par le fédéral devaient être des P3.

---

## **Interventions proposées par l'ABGF**

L'ABGF annulera plusieurs des compressions mentionnées ci-dessus et dans d'autres

chapitres. Il reste toutefois de nombreuses répercussions supplémentaires des compressions budgétaires du passé sur les services à comprendre à fond ou à réparer. L'ABGF instaurera un examen des programmes pour rendre la fonction publique plus transparente et à l'écoute des besoins de chacun, initiative qui prendra de l'ampleur pour atteindre 2 milliards de dollars par année. Ce processus d'examen attribuera la priorité aux besoins suivants :

- produire une évaluation de l'effet des compressions imposées par les récents budgets fédéraux et par des projets de loi omnibus et rétablir des programmes disparus lorsque c'est dans l'intérêt à long terme du public;
- créer des emplois permanents en assurant que l'on a recours aux agences de recrutement de travailleurs temporaires uniquement pour effectuer du travail imprévu de courte durée;
- appliquer des mesures législatives qui protègent tous les travailleurs temporaires employés par le gouvernement fédéral, y compris les employés occasionnels, ceux d'agences de recrutement de travailleurs temporaires et les étudiants;
- examiner l'impartition et la réduire au besoin afin de réaffecter les économies prévues à des programmes et des projets qui seront dans l'intérêt public général.
- Supprimer le Fonds des partenariats public-privé de 1,25 milliard de dollars qui subventionne les P3 — c'est le seul fonds de cette nature au monde — faire

disparaître PPP Canada Inc. et réaffecter les fonds restant de ces entités à des projets d'infrastructure publiques.

- Conformément à l'accent qu'il met sur la transparence et la responsabilisation accrues, le gouvernement fédéral devrait présenter une législation détaillée sur les P3, la transparence et la responsabilité en matière d'approvisionnement et procéder aussi à un examen complet et transparent des coûts des P3 fédéraux et de ceux qui sont financés par le gouvernement fédéral. En attendant les résultats de l'examen, il devrait imposer un moratoire sur tout autre P3 fédéral ou P3 financé par le fédéral.
- Le gouvernement fédéral devrait aussi annuler l'initiative du gouvernement Harper sur le financement social et le contrat d'impact social qui ressemble à des P3 en matière de services sociaux et veiller à ce que la Banque de l'infrastructure du Canada qu'il a proposée ne devienne pas seulement un autre moyen de subventionner par le Trésor le financement et les bénéfices du secteur privé.

## Notes

**1** Conseil du Trésor du Canada, Effectif de la fonction publique fédérale. Lien : <http://www.tbs-sct.gc.ca/psm-fpfm/modernising-modernisation/stats/ssen/ane-hra.asp>. Ces renseignements sont tirés du système régional de paie du gouvernement et comprennent deux segments d'effectif : l'administration publique centrale (APC) et les organismes distincts (OD). Les changements par rapport à 2014 sont négligeables dans l'ensemble et il y a seulement 104 emplois de moins. Au cours de la dernière année, le tableau du gouvernement

montre que des ministères et organismes continuent de supprimer des postes (p. ex., ARC, ACIA, SCC et AADN) et que d'autres ont augmenté leur effectif par rapport à l'exercice précédent (EDSC en particulier).

**2** Statistique Canada. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (ERH), tableau CANSIM 281-0023

**3** MacKinnon Leslie. « Most cuts hitting services, says budget watchdog », *CBC News*, 7 novembre 2012. Lien : <http://www.cbc.ca/news/politics/most-cuts-hitting-services-says-budget-watchdog-1.1217923>

**4** Mazzucato, Mariana (2013). *The Entrepreneurial State*. Anthem Press, New York, p. 13 : « Depuis l'arrivée de l'aviation, de l'énergie nucléaire, des ordinateurs, d'Internet, de la biotechnologie jusqu'aux progrès réalisés aujourd'hui par les technologies vertes, c'est l'État — et non le secteur privé — qui a lancé et a mis au point la locomotive de la croissance parce qu'il est disposé à prendre des risques dans des domaines où le secteur privé craint trop le risque. »

**5** Macdonald, David et Kayle Hatt (2014). *At What Cost? The Impacts of Rushing to Balance the Budget*, Centre canadien de politiques alternatives. Lien : <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/what-cost>

**6** Kingston, Bob. Notes de discours pour une conférence de presse, 22 avril 2014. Lien : <http://www.foodsafetyfirst.ca/2014/04/22/speaking-notes/>

**7** Institut professionnel de la fonction publique du Canada (novembre 2014). Consultations à l'ACIA : affichage sur Internet et sommaire. Lien : <http://www.pipsc.ca/portal/page/portal/website/news/announcements/pdfs/cfia-12102014.fr.pdf>

**8** Calculs de l'auteur basés sur les Rapports sur le rendement et les Rapports sur les plans et les priorités d'Environnement Canada.

**9** Cheadle, Bruce. « Environment, fisheries ministers failed to enforce Species at Risk Act, court rules » *Presse canadienne*, 14 février 2014. Lien : [http://www.thestar.com/news/canada/2014/02/14/environment\\_fisheries\\_ministers\\_failed\\_to\\_enforce\\_species\\_at\\_risk\\_act\\_court\\_rules.html](http://www.thestar.com/news/canada/2014/02/14/environment_fisheries_ministers_failed_to_enforce_species_at_risk_act_court_rules.html); voir aussi dans *Western Canada Wilderness Committee c. Canada* (Pêches et Océans), 2014 FC 148 - témoignage Smith, par. 84 et 85.

**10** De Souza, Mike. Harper government cutting more than \$100 million related to protection of water, *Postmedia*, 27 décembre 2013.

- 11** Curry Bill. « Ottawa hiring 400 public servants to manage EI », *Globe and Mail*, 9 décembre 2014.
- 12** Conseil du Trésor du Canada, Effectif de la fonction publique fédérale. Lien : <http://www.tbs-sct.gc.ca/res/stats/ssen-ane-fra.asp>
- 13** Macdonald et Hatt (2014).
- 14** Hallegatte, Stephane et coll. (2016). *Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty. Climate Change and Development Series*. Washington, DC : Banque mondiale.
- 15** O'Hagan, Ellie Mae (2015). « Mass migration is no 'crisis': it's the new normal as the climate changes », *The Guardian* <http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/aug/18/mass-migration-crisis-refugees-climate-change>
- 16** Cresky, Jim. « John McCallum's Renovation Job », *Embassy Magazine*, 11 novembre 2015.
- 17** Rennie, Steve. « Scrapped court challenges program still 5-7 years from winding down », *La Presse Canadienne*, 4 mars 2015.
- 18** Cheadle, Bruce. « Data show unfulfilled federal access-to-information requests going back to 2009 », *La Presse Canadienne*, 25 juin 2015. Lien : <http://www.theglobeandmail.com/news/national/data-shows-unfulfilled-federal-access-to-information-requests-going-back-to-2009/article25106483/>
- 19** Lettre de mandat du premier ministre à la ministre de la Justice et procureure générale du Canada. Lien : <http://pm.gc.ca/fra/minister-justice-and-attorney-general-canada-mandate-letter>
- 20** Zucman, Gabriel (2015). *The Hidden Wealth of Nations*. University of Chicago Press, Londres, p. 31.
- 21** Conseil du Trésor du Canada. Effectif de la fonction publique fédérale. Lien : <http://www.tbs-sct.gc.ca/res/stats/ssen-ane-fra.asp>
- 22** Lettre de mandat du premier ministre à la ministre du Revenu national. Lien : <http://pm.gc.ca/fra/minister-national-revenue-mandate-letter>
- 23** Busby Mattha. « Canadians are stopping cuts to Canada Post now to stop privatization later », *Rabble.ca*. 5 juin 2015.
- 24** Cox, Ethan. « Canada Post Should Deliver on Postal Banking », *Toronto Star*, 19 février 2014. Lien : [http://www.thestar.com/opinion/commentary/2014/02/19/canada\\_post\\_should\\_deliver\\_on\\_postal\\_banking.html](http://www.thestar.com/opinion/commentary/2014/02/19/canada_post_should_deliver_on_postal_banking.html)
- 25** Lettre de mandat du premier ministre Trudeau au ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale. Lien : <http://pm.gc.ca/fra/minister-veterans-affairs-and-associate-minister-national-defence-mandate-letter>
- 26** Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC). *Les Conservateurs de Stephen Harper saignent nos services publics*. Lien : <http://stopponslhemorragie.ca/salle-de-presse/>
- 27** DeRosa Katie. « Coast guard union warns that more cuts increase risk from spills », *Times Colonist*, 12 avril 2015.
- 28** AFPC. *Les Conservateurs de Stephen Harper saignent nos services publics. Votez pour stopper l'hémorragie*.